

Loi américaine sur le commerce et particulièrement celle qui est maintenant appuyée dans un Sénat démocrate par 53 ou 54 sénateurs des deux côtés de l'allée, on s'aperçoit que cette Loi ne parle pas de libre-échange, d'une ouverture du commerce ni même de pratiques commerciales équitables. C'est une mesure qui vise à protéger les intérêts commerciaux des États-Unis. Cette mesure comporte un mécanisme qui empêche, s'il est appliqué, l'exécution d'un accord commercial bilatéral entre les États-Unis et n'importe quel autre pays. L'exécution d'un tel accord est soumise au bon vouloir des membres du Congrès américain.

Je voudrais donc que le premier ministre nous dise si nous avons des garanties. Que poursuivent au juste les Américains dans le cadre d'un tel accord? Souhaitent-ils arrêter des dispositions sur le libre-échange avec le Canada ou se servent-ils de ce mécanisme pour nous soutirer plusieurs ententes commerciales qu'ils administreraient à leur avantage? Ils ont commencé par le bois d'œuvre, mais que voudront-ils ensuite? La potasse, le pétrole et le gaz, l'acier et les services? Mystère.

Nous avons toujours voulu, au parti libéral, que le Canada et les États-Unis trouvent moyen d'élargir l'accès à leurs marchés respectifs. Nous devrions arrêter une politique commerciale globale qui ne soit pas uniquement axée sur les États-Unis.

Il semble que ces négociations finiront par aboutir à une entente, quelle qu'elle soit. Trop heureux, le gouvernement s'empressera ensuite de crier victoire.

Nous préconisons notamment la protection de notre souveraineté, la limitation des mesures protectionnistes des États-Unis, le rétablissement de l'accès que nous avons auparavant au marché du bois d'œuvre, la réduction des barrières non tarifaires, la sauvegarde de notre pouvoir de légiférer dans des domaines comme la politique sociale, l'agriculture, le développement régional, l'environnement, les industries financières et de services, la langue et la culture, le pacte de l'automobile, nous voulons des dispositions sur l'aide à l'adaptation. Nous voulons en outre que les Américains cessent de nous harceler à propos du commerce de la

potasse, de l'acier, du poisson, de l'énergie et des produits agricoles.

Toute entente qui autorise le recours actuel aux droits compensateurs ne sera ni équitable ni libre et n'obtiendra pas l'appui des Canadiens. Même si nous approuvons l'instauration d'un mécanisme de règlement des différends ou d'un tribunal mixte entre les deux pays, un accord qui ne vise pas à restreindre suffisamment les mesures compensatoires ne vaudra même pas la peine d'être signé au nom de notre pays.

En matière de commerce international, le parti libéral a pour politique de lutter énergiquement afin d'assurer qu'un accord avec les États-Unis ne limitera pas ces avantages ni ne restreindra l'indépendance politique de notre pays. Une union économique plus étroite présente des risques pour notre souveraineté, pour l'indépendance de notre politique étrangère, pour notre culture, pour nos programmes sociaux et pour l'avancement de l'égalité économique de nos régions. Tous ces éléments sont importants pour nous. Nous ne voulons pas les voir rognés dans des négociations. Je me suis exprimé à deux ou trois reprises sur cette question du commerce international quand il nous a fallu, nous-mêmes, élaborer notre position avec nos propres motions. Nous apprécions le genre de singularité et de distinction qu'il y a à vivre sur la moitié nord de notre continent sous un régime politique distinct, avec des traditions distinctes, une mosaïque culturelle, deux langues officielles et le patrimoine illimité que constituent nos richesses naturelles. Nous aimons faire les choses à notre façon. Nous sommes cependant un pays ouvert sur le monde. Nous ne croyons pas à une forteresse Canada. Nous sommes extrovertis. Je ne crois pas que nous nous sentirions à l'aise à l'intérieur d'une forteresse Amérique du Nord. Il faut analyser la situation avec une très, très grande prudence. Nous respectons nos voisins américains. Nous les apprécions comme partenaires commerciaux. Mais nous n'allons pas céder dans de pareilles négociations le droit de contrôler notre propre destinée.